

Chronique des partis politiques suisses = Jahresberichte über die politischen Parteien in der Schweiz

Autor(en): **Kunz, P.A. / Gruner, Erich**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Annuaire de l'Association suisse de science politique = Jahrbuch
der Schweizerischen Vereinigung für politische Wissenschaft**

Band (Jahr): **3 (1963)**

PDF erstellt am: **20.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-170619>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

CHRONIQUE DES PARTIS POLITIQUES SUISSES

JAHRESBERICHTE ÜBER DIE POLITISCHEN PARTEIEN IN DER SCHWEIZ

Wie jedermann weiss, ist das Parteileben in unserm Lande noch keineswegs wissenschaftlich erforscht. Die systematische Untersuchung der schweizerischen Parteien gehört zu den besonderen wissenschaftlichen Aufträgen des Unterzeichneten. Diese Aufgabe muss auch von der Gegenwartsseite her angepackt werden. Darum haben wir uns entschlossen, neben einer Rubrik über die Wahlen und die Volksabstimmungen auch eine solche über die Parteien einzurichten, in welcher besonders das innere Leben der Parteien dargestellt werden soll (Funktion der verschiedenen Parteiinstanzen im Verlauf des vergangenen Jahres, d. h. der leitenden Instanzen, der Delegiertenversammlung, aber z. B. auch der Frauen- und Jugendorganisationen ; Verhältnis der lokalen und kantonalen Sektionen oder Parteien zur Landespartei, Mitgliederbewegung, Revision von Programmen und Statuten ; Interne Auseinandersetzung, Meinungsbildung ; Verhältnis zur Parteipresse, zu nahestehenden wirtschaftlichen Organisationen und zu internationalen Verbänden). Die äussere Wirksamkeit soll nur insofern zur Behandlung kommen, als sie nicht schon in der Wahlchronik berührt wird; also : Äusserungen der Partei zur partei-internen und -externen Lage, Wahlbündnisse, Paroleausgabe bei Abstimmungen, Eingaben, Vorstösse, Initiativen, Referenden, öffentliche Kundgebungen, Demonstrationen, besondere Publikationen und Propagandaschriften. Wir stellten eine Liste dieser Desiderata allen Parteien zu und baten sie, in einem Bericht das Wesentliche zu sagen.

ERICH GRUNER

Note éditoriale: Les chroniques qui suivent sont présentées, selon le principe généralement admis, notamment pour l'Annuaire des Autorités fédérales, dans l'ordre d'importance numérique des fractions à l'Assemblée fédérale.

LE PARTI CONSERVATEUR-CHRÉTIEN-SOCIAL

Pour le Parti conservateur-chrétien-social suisse, l'année 1962 a tranché sur l'ordinaire. En effet, au jubilé du cinquantenaire dont la célébration était attendue, s'est ajoutée la péripétie d'une élection complémentaire au Conseil fédéral à la suite de la démission de M. Jean Bourgknecht, survenue dans les circonstances douloureuses que l'on sait.

I. L'évolution interne du Parti

Dans les instances dirigeantes, le conseiller national T. Eisenring, disparu en 1961, a été remplacé au comité directeur par le conseiller aux Etats R. Mäder, mandataire du même canton, au comité du groupe parlementaire par le conseiller national K. Furgler.

Le comité directeur a siégé à quatre reprises, les 24 février, 16 mai, 2 octobre et 11 décembre. En plus de l'administration courante, il s'est occupé de la réorganisation du secrétariat et surtout de l'élaboration d'un manifeste jubilaire. Le comité central a tenu deux séances. Le 24 février, il a pris position en vue des scrutins populaires du 1^{er} avril et du 27 mai. Le 20 octobre, le projet de manifeste a reçu sa forme définitive avant d'être soumis à l'assemblée générale.

Les divers groupes d'études ont déployé une vive activité. Le groupe de politique étrangère s'est occupé deux fois de l'intégration européenne, entendant des exposés des ambassadeurs H. de Torrenté et E. Stopper. Le groupe de politique sociale a étudié tour à tour la législation sur les fonds d'investissement, l'encyclique *Mater et Magistra* et l'inflation. La petite paysannerie a retenu l'attention du groupe de politique agricole, tandis que les spécialistes de la politique sociale se prononçaient successivement sur les travailleurs étrangers, la nouvelle loi sur le travail, les dispositions sociales de la C.E.E. et la doctrine catholique de la propriété. Enfin le groupe de politique culturelle a évoqué les problèmes touchant la radio et le cinéma en Suisse, l'éducation des adultes et le projet d'article constitutionnel sur les bourses.

En raison du 50^e anniversaire de la fondation, le congrès du Parti a revêtu une ampleur inaccoutumée. Les journées du jubilé se sont déroulées, les 20 et 21 octobre, à Lucerne dans les locaux de l'Hôtel Union où avait eu lieu l'assemblée constitutive de 1912. L'assemblée des délégués a été présidée par le conseiller national E. Tenchio. Les conseillers nationaux H. Ming et P. de Courten ont ensuite évoqué le projet des Chambres sur la base électorale du Conseil national en recommandant un mot d'ordre affirmatif. Mais la minorité, dont le conseiller d'Etat J. Python se fit l'interprète, a fait triompher la liberté de vote par 54 voix contre 49. L'assemblée a ensuite adopté le manifeste jubilaire, présenté par le conseiller national L. Schürmann. La manifestation dominicale a été marquée par diverses allocutions. Les discours les plus marquants furent prononcés par l'ancien conseiller fédéral Philippe Etter, un vétéran de 1912, et par les deux représentants conservateurs-chrétiens-sociaux à l'exécutif fédéral, Roger Bonvin (sur le thème: « La politique chrétienne à l'ère atomique ») et Ludwig von Moos. Les partis démo-chrétiens d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche, de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg apportèrent ensuite leurs vœux par la voix de leurs délégués; il en fut de même des organisations fédérales amies et affiliées.

Celles-ci tinrent également leurs assises annuelles. Les Jeunes conservateurs et chrétiens-sociaux ont eu, le 24 mars, à Zurich, un congrès présidé par le Dr M. Knecht, de Wettingen, sur le thème « La Suisse et l'intégration européenne ».

Le même mois, l'assemblée des délégués du groupe chrétien-social traita à Schaffhouse du même sujet. En plus de ces deux organisations, le Parti entretint des relations suivies avec l'Association populaire catholique suisse (président: R. Studer, conseiller national, Entlebuch), la Société des étudiants suisses (président: A. Riva, Lugano), les Anciens de la S.E.S. (président: P. Jäggi, professeur à l'Université de Fribourg), l'Association catholique des paysans suisses (président: M. Schwizer, Henau), ainsi que le Mouvement chrétien-social suisse (président: A. Hürlimann, conseiller d'Etat, Walchwil).

La coordination des partis cantonaux s'opéra par la conférence des présidents et secrétaires qui siégea, le 16 mai, à Zurich pour la Suisse alémanique et à Lausanne, le 23 mai, pour la Suisse romande. Le secrétaire central, le Dr M. Rosenberg, y présenta un tour d'horizon sur la situation électorale du Parti. Les partis cantonaux présentèrent également des suggestions pour l'élaboration du manifeste. Trois partis cantonaux changèrent de présidents et, sur l'initiative du Parti chrétien-social du Landeron, des pourparlers furent poussés en vue de fonder un Parti cantonal neuchâtelois.

Il n'a pas été fait mention de l'état des membres en 1962. On rappellera pour mémoire qu'en 1919 le Parti avait rassemblé 156.700 « citoyens » aux premières élections selon le mode proportionnel, et que le chiffre fut de 237.000 lors de la consultation de 1959. Les élections de l'automne 1963 permettront de faire le point, surtout pour les transferts géographiques qu'il faut mettre en rapport avec les mouvements démographiques.

En 1957, le Parti s'était donné de nouveaux statuts. A l'occasion du jubilé, il a décidé de reviser son programme « maintenant que se dessinent plus nettement les tendances de l'après-guerre » et pour manifester son souci constant de « rattacher l'avenir au passé, d'allier tradition et progrès ». Dans ce document exhaustif qui fera certainement date dans l'histoire du Parti, on peut relever quelques points importants. La Suisse doit assumer de nouvelles responsabilités dans la communauté internationale sans sacrifier pour autant sa structure politique traditionnelle mais en cherchant des « critères plus différenciés » de participation, par exemple à la C.E.E. L'application du droit à l'instruction exige des mesures appropriées aux divers types d'enseignement. Si les arts et métiers engagés dans une lutte pour l'existence méritent d'être assistés dans leur autodéfense et le monde ouvrier intéressé à la gestion ainsi qu'aux bénéfices de l'entreprise, les associations économiques doivent être limitées dans leurs compétences, au besoin par une loi d'application de l'article 32 de la Constitution fédérale. La prévoyance contre la maladie, la vieillesse et l'invalidité mérite d'être développée: si la chose s'avère indispensable, il faudra songer à une réforme structurelle de l'A.V.S. L'aménagement du territoire national et régional est devenu une nécessité, ainsi que la décentralisation industrielle. En conclusion, le Parti réaffirme sa volonté de promouvoir « une politique du bien commun par la justice sociale dans un régime de liberté ».

L'élection complémentaire au Conseil fédéral a soulevé des remous à l'intérieur du Parti. La revendication chrétienne-sociale, le sort de la candidature officielle et les regroupements qui se sont opérés au cours des cinq tours de scrutin sont évoqués dans une autre chronique de cet annuaire. Dans le domaine de la presse, le secrétariat central a poursuivi la publication de la *Schweizerische Konservative Korrespondenz* (bihebdomadaire) et de la *Correspondance conservatrice suisse* (bimensuel) dont les informations et les prises de position ont été reprises par la presse conservatrice des cantons.

Sur le plan international, le Parti a maintenu des relations étroites avec les Nouvelles équipes internationales (N.E.I.), remises sur pied en 1947 à la suite de la rencontre de Lucerne et qui portent aujourd'hui le titre d'Union internationale des démocrates chrétiens (U.I.D.C./I.U.C.D.). Des délégations assistèrent au congrès de la « Democrazia Cristiana » de Naples (27-30 juin) où fut décidée l'*apertura a sinistra*, aux assises annuelles du M.R.P. à Dijon (31 mai-3 juin), qui détermina l'attitude du Parti face au gouvernement Pompidou, au congrès de Dortmund de la C.D.U. (2-5 juin), qui trancha des problèmes d'organisation. De leur côté, les Jeunes conservateurs participèrent à l'activité de l'Union internationale des jeunes démocrates chrétiens (U.I.J.D.C./I.U.J.C.D.), dont le comité siègea à Zurich, les 24-25 mars.

II. Les activités externes

Outre les problèmes d'ordre interne que la repourvue du siège de M. Jean Bourgknecht a soulevés, il faut rappeler que si le Parti des paysans, artisans et bourgeois se rallia à la candidature Tenchio, le Parti radical et le Parti socialiste — pour ne citer que les formations représentées au Conseil fédéral — laissaient à leurs parlementaires la liberté de vote. Les élections cantonales n'ont pas davantage fourni l'occasion d'alliances électorales précises. Lors de la consultation vaudoise pour renouveler le Grand Conseil et le Conseil d'Etat (3-4 mars), l'Entente qui avait été conclue pour les élections communales de 1961 n'a guère fonctionné. De même, l'élection complémentaire pour le siège détenu au Conseil d'Etat de Bâle-Ville par un chrétien-social a vu un outsider l'emporter sur le candidat officiel, grâce au consentement tacite d'électeurs d'autres partis.

L'initiative concernant les armes atomiques (1^{er} avril) donna lieu à une consigne négative largement suivie. La même netteté, mais dans le sens affirmatif, caractérisa l'attitude du Parti devant le double scrutin du 27 mai (article constitutionnel sur la protection de la nature et du patrimoine national; rajustement des indemnités des membres du parlement). Dans le second cas, l'électorat conservateur chrétien-social, comme celui des autres partis, n'obéit pas à ses dirigeants. Enfin la liberté de vote décidée pour la votation du 4 novembre sur la base électorale du Conseil national fut transformée en une consigne négative par les partis cantonaux de Fribourg et des Grisons.

L'année parlementaire fut active pour le Parti conservateur-chrétien-social. La session de printemps permit de mettre sous toit une douzaine de lois et d'arrêtés présentant tous de l'importance. Les conservateurs jouèrent leur rôle dans les débats concernant la loi sur le travail (K. Hackhofer et R. Jacquod) et l'arrêté élargissant le régime des allocations familiales (E. Tenchio et R. Bonvin). Des postulats furent développés au Conseil national sur les travailleurs étrangers (R. Weibel), sur la surchauffe économique (A. Heil), sur les paysans de montagne (R. Bachmann), sans compter les motions et petites questions. A la session de juin, et pour ne retenir que l'essentiel, L. Schürmann souleva le problème épineux des articles d'exception, alors que E. Duft s'inquiétait du marché de l'argent et des capitaux. A la session d'automne on peut relever les interventions de R. Weibel sur les boursiers fédéraux. A. Schuler (et trente-sept autres signataires de la fraction) pour l'encouragement à la construction de logements populaires, P. Müller sur les centrales atomiques et H. Fischer concernant le statut juridique des travailleurs étrangers. Enfin, l'initiative la plus importante de la session de décembre

fut le postulat Bachmann sur les allègements fiscaux aux familles dont les enfants poursuivent des études.

Dans la série « Documentation politique » (Politische Dokumentation), plusieurs brochures ont paru. Ce furent d'abord les actes du congrès d'Aarau (1961) réunis sous le titre *Die Schweiz vor der europäischen Integration* (Mémoire du Groupe d'études de politique économique, exposés de M.M. J. Bourgnicht, B. Biucchi et L. Schürmann). La commission des bourses et de l'encouragement aux études de la S.E.S. a ensuite publié son rapport. Enfin, en décembre 1962, ont paru deux brochures commémoratives: *50 Jahre Konservativ-christlich-soziale Volkspartei der Schweiz* et *Vers l'avenir — Les cinquante ans du Parti conservateur-chrétien-social suisse* qui contiennent les discours de Lucerne et le manifeste qui a fait en outre l'objet d'un tirage à part.

R. RUFFIEUX.

DIE FREISINNIG-DEMOKRATISCHE PARTEI

Die aus 15 Mitgliedern bestehende Geschäftsleitung der Freisinnig-demokratischen Partei der Schweiz eröffnete ihre Tätigkeit 1962 mit zwei der Diskussion über den *Osthandel* gewidmeten Aussprachen. Am 10. März befasste sich sodann der aus 60 Mitgliedern bestehende Zentralvorstand mit diesem Problem. Der Präsident der auswärtigen Kommission des Nationalrates, Chefredaktor W. Bretscher (Zürich), vertrat die These, dass es Sache des Staates sei, die Kanäle des Handelsverkehrs nach allen Seiten hin offenzuhalten; Sache der Privaten ist es, von den gebotenen Möglichkeiten Gebrauch zu machen oder sie abzulehnen. In einem Exposé von Minister Dr. Weitnauer wurde dargelegt, dass der Osthandel in der Schweiz nur eine ganz geringfügige Rolle spielt und laufend sorgfältig überwacht wird. In einem Communiqué wurde die Auffassung des Zentralvorstandes der Öffentlichkeit bekanntgegeben. Darin wird anerkannt, dass die Besorgnisse weiterer Volkskreise einer für die Unabhängigkeit unseres Landes massgeblichen geistig-politischen Haltung entspringen. Doch kann es nicht Sache des Staates sein, den Aussenhandel zu beschränken, vielmehr müssen sich die privaten Wirtschaftspartner von Fall zu Fall überlegen, ob sie am Osthandel partizipieren wollen. Es wurde auf die Ausführungen des Chefs des EVD im Nationalrat verwiesen; der Bundesrat kann die mit Oststaaten abgeschlossenen Handelsverträge nicht verleugnen. Die neutrale Schweiz, die weit weniger Osthandel betreibt als NATO-Staaten, hat von jeher eine bemerkenswerte Zurückhaltung im Osthandel an den Tag gelegt. Der Zentralvorstand übermittelte den Kantonalparteien eine Dokumentation zum Osthandel und betraute eine Spezialkommission mit der weiteren Überprüfung des Problems.

Am 10. März führte die Partei eine ausserordentliche Delegiertenversammlung über die Atomwaffenverbot-Initiative durch, welche an einem « Runden Tisch » unter Mitwirkung des Theologen Prof. Dr. M. Geiger, Basel, des Naturforschers Prof. Dr. W. Minder, Bern, des Jungliberalen R. Hofmann, Genf, des Nationalrats W. von Greyerz, Bern, und des Inlandredaktors der *NZZ*, Dr. E. Bieri, Zürich, zum Antrag kam, die Verwerfungsparole für die eidg. Volksabstimmung auszugeben. Mit 137 gegen 0 Stimmen wurde diese Parole beschlossen. Bundespräsident Paul Chaudet skizzierte den Standpunkt des Bundesrates.

Am 19. und 20. Mai 1962 führte die Partei in Entlebuch und Luzern den ordentlichen Parteitag durch. Mit 65 gegen 38 Stimmen beschlossen die Delegierten, bei zahlreichen Enthaltungen, für die eidg. Volksabstimmung über das *Taggelder Gesetz im Nationalrat* vom 27. Mai die Ja-Parole auszugeben. Im Mittelpunkt des Parteitags vom Sonntag in Luzern stand ein Vortrag von Bundesrat H. Schaffner über « Mut zur Freiheit - Vertrauen in die Zukunft », der die aktuellen Wirtschaftsprobleme und namentlich die Konjunkturdämpfung behandelte.

Die Geschäftsleitung befasste sich am Vorabend mit der 6. *Revision der AHV* und mit dem Entwurf einer Resolution zum *Problem der Eigentumsbildung*. Sie stimmte im Grundsatz der Ausarbeitung eines Verfassungsartikels über das *Stipendien- und Studienbeihilfewesen* zu. Eine besondere Aussprache widmete die Partei der geistigen Situation in der Westschweiz, nachdem in der Atomwaffenverbots-Abstimmung die romanischen Kantone teilweise das Volksbegehren angenommen hatten.

Der Zentralvorstand, der am gleichen Tage zusammentrat, befasste sich mit der Förderung der beruflichen, technischen und wissenschaftlichen Ausbildung.

Am 13. September diskutierte die Geschäftsleitung die Ersatzwahl in den Bundesrat für Dr. Jean Bourgknecht. Die Geschäftsleitung stimmte dem Anspruch der konservativ-christlichsozialen Gruppe zu und stellte fest, dass diese eine Kandidatur aus der welschen oder italienischen Schweiz nominieren dürfte.

Sie nahm eine Orientierung über den Stand der Beratung des *Arbeitsgesetzes* entgegen. In einer Aussprache über die *Bundesfinanzordnung* wurde der Wunsch bekundet, den Auswirkungen der kalten Progression in der Wehrsteuer entgegenzutreten. Sodann wurde eine Resolution zur Frage der geistigen Landesverteidigung gutgeheissen, zu der die politischen Parteien aufgerufen werden. Sie befürwortete die Koordination der verschiedenen Bestrebungen und Organisationen auf diesem Gebiete. Schliesslich wurde eine erste Diskussion über die Atominitiative II durchgeführt, erneut die 6. AHV-Revision in Beratung gezogen und die Bodenrechtsfrage aufgeworfen. Am 26. September befasste sich die Geschäftsleitung mit der Bundesratswahl, wobei festgestellt wurde, dass die konservativ-christlichsoziale Fraktion eine tiefgehende innere Spaltung aufwies und offenbar keinen Mehrheitsbeschluss, der in den Räten Erfolg haben könnte, zustande bringt. Am 26. November trat die Geschäftsleitung zu einer Aussprache über die Bodenrechtsfrage zusammen, die Gegenstand einer Motion von Ständerat Dr. Dietschi, Basel, bildet. Desgleichen wurde die europäische Integration diskutiert.

Der Zentralvorstand nahm am 13. Oktober gemeinsam mit zahlreichen Mitgliedern der eidgenössischen Räte Stellung zur Wahlgrundlage des Nationalrates. Zuhanden der eidgenössischen Volksabstimmung vom 4. November wurde mit grossem Mehr beschlossen, dem Verfassungsartikel der 200 Nationalratsmitglieder beizupflichten. Anschliessend wurde erneut die 6. Revision der AHV beraten; der Zentralvorstand sprach sich kritisch über die Versuche aus, die Grundkonzeption des Versicherungswerks zu verändern. Am gleichen Tage fand ein Rapport der Geschäftsleitung mit den kantonalen Parteipräsidenten und Parteisekretären statt über die für die Erneuerungswahlen 1963 in Aussicht genommenen Massnahmen.

Ausschüsse

Entsprechend der Struktur der Partei war wiederum ein wesentlicher Teil der politischen Arbeit den zahlreichen Ausschüssen übertragen. Im weiteren fand vom

12. bis 14. April eine Konferenz der kantonalen Parteisekretäre statt, welche die obenerwähnten aktuellen politischen Fragen, Osthandel, Parteiwerbung, Verhältnis der Jugend zur Politik und Auswirkungen der eidgenössischen Abstimmungen diskutierte.

Der Ausschuss für Staats- und Kulturpolitik bearbeitete die Nachwuchs- und die Stipendienfrage, der Ausschuss für Sozialpolitik die hängige Revision der Krankenversicherung, die Einführung von Kleinaktien und das Problem der Streuung privaten Eigentums; der Ausschuss für Verkehr, Touristik und Hotellerie die Gesetzgebung über Rohrleitungen (Pipelines), der Ausschuss für Militärfragen die Ausbildungszeiten für Offiziere, die Atominitiative II und die Revision der Militärversicherung sowie die Durchführung der Armeereform. Der Freisinnig-demokratische Presseverband widmete eine Tagung der europäischen Wirtschaftsintegration, über die Minister Dr. Paul Jolles und Bundesrat Schaffner Bericht erstatteten. Der Verband befasste sich in einer zweiten Tagung mit dem Volksbegehren für ein Atomwaffenverbot, mit der sich ebenfalls der Arbeitsausschuss der Jungliberalen Bewegung auseinandersetzte.

Am 24. Februar hielt der Schweizerische Freisinnige Studentenverband in Aarau eine Delegiertenversammlung ab, die die Studienbeihilfen beriet. Am 24. und 25. März behandelte die Delegiertenversammlung der Vereinigung der freisinnigen Frauengruppen politische Tagesfragen.

Im Laufe des Sommers befassten sich der Ausschuss für Staats- und Kulturpolitik erneut mit dem Stipendienartikel der Bundesverfassung, der Ausschuss für Jugend und Sport mit derselben Frage, der Ausschuss für Militärfragen mit dem Rüstungsprogramm, der Atominitiative II und den Ausbildungszeiten, der Ausschuss für Wirtschaftsfragen am 26. Oktober mit dem Bodenrecht und dem Siedlungsproblem, wofür eine besondere Kommission eingesetzt wurde, der Ausschuss für Landwirtschaftsfragen am 3. Dezember mit der Frage der landwirtschaftlichen Siedlungspolitik. Im Herbst widmete ferner der Ausschuss für Jugend und Sport eine Aussprache dem Jugendfestival von Helsinki und der Plazierung von Studenten aus Entwicklungsländern, ferner den Ostkontakten im Sport. Der Ausschuss für Fragen des öffentlichen Personals diskutierte die Teuerungszulagen und Personalversicherungskassen des Bundespersonals. Der Presseverband widmete eine Herbsttagung der Landesplanung und Bodenrechtsfrage, die Jungliberale Bewegung eine kontradiktorische Aussprache dem Verhältnis zur EWG sowie der Atomwaffenverbots-Initiative. Ende des Jahres tagten die Frauengruppen, die im besondern dem Gewässerschutz und den Auswirkungen der synthetischen Waschmittel eine Aussprache widmeten. An einer Sommertagung des Studentenverbandes bildete die freiheitliche Wirtschaftspolitik das Hauptthema; anschliessend wurde die Erwerbsersatzordnung für Studierende beraten.

Die Herbstkonferenz der kantonalen Parteisekretäre unterzog die Vorbereitungen der *Erneuerungswahlen 1963* einer Beratung. Vom 6. bis 8. Juli fand in Magglingen ein Kurs für junge Parteimitglieder statt, an dem Vorträge über die Grundzüge unseres politischen Systems, über aktuelle Fragen der Landespolitik, über die Parteiarbeit und über Presse und Politik gehalten wurden. Besondere Bedeutung erlangte ein grosser Parteitag der Urschweizer Liberalen am 2. Dezember mit einem Referat von Bundesrat H. Schaffner über « Staat und Wirtschaft ».

Die radikal-demokratische Fraktion der Bundesversammlung behandelte anlässlich der vier parlamentarischen Sessionen die laufenden Geschäfte. Zu erwähnen sind u.a. die landwirtschaftlichen Investitionskredite, das Filmgesetz,

das Arbeitsgesetz, der Zivilschutz, die Wahlgrundlage des Nationalrates, das Arztrecht der KUVG, die Finanzlage des Bundes, der Milchwirtschaftsbeschluss, die UNO-Anleihe, die Reorganisation des Post- und Eisenbahndepartements, die Ersatzwahl in den Bundesrat, das Kartellgesetz, die Waffenplatzfrage, die Teuerungszulagen, die Zollabkommen mit der EWG und den USA, der Beitritt zum Europarat, das Rohrleitungsgesetz und die Bundesrichterwahlen.

Wahlen

Von den kantonalen und kommunalen Wahlen von Bedeutung sind zu erwähnen: Stadt Zürich Wiederwahl des freisinnigen Stadtpräsidenten Dr. Emil Landolt gegen einen sozialdemokratischen Kampfkandidaten, Gewinn zweier Mandate im Gemeinderat, in Basel unbestrittene Wahl von Regierungsrat Dr. Otto Miescher anstelle von Dr. E. Zweifel, Kampfwahl der Waadtländer Regierung im ersten Wahlgang, worauf im 2. Wahlgang in stiller Wahl erkoren wurden: 3 Freisinnige, 2 Sozialisten, 1 Bauernpartei und 1 Liberaler; in den Grossratswahlen, die erstmals in den ländlichen Bezirken nach Proporz vor sich gingen, Verlust von 15 freisinnigen Mandaten, aber je 1 Mandatsgewinn in Pully, Vevey, Yverdon und Moudon. Im Thurgau gewann der Freisinn im Grossen Rat 1 Mandat, in Winterthur im Grossen Gemeinderat 1 Mandat, im Kanton Freiburg im Grossen Rat 3 Mandate, im Kanton Bern im Grossen Rat 2 Mandate.

H. BÖSCHENSTEIN, Bern.

LE PARTI SOCIALISTE SUISSE

Pour le Parti socialiste suisse, l'année 1962 reste marquée par le changement du « Vorort ». Le siège du comité directeur est transféré de Zurich à Berne. Ainsi Zurich aura été le Vorort du Parti pendant près de vingt-six ans. Le transfert du siège de Berne à Zurich en 1936 était dû à une conjoncture assez particulière: le Congrès national de cette année avait — contre toute attente et par une majorité de 8 voix — rejeté les crédits militaires. Le comité directeur, et notamment MM. Grimm, Reinhardt, Giovanoli et Ilg, refusa alors de se présenter à la réélection. Le Congrès de l'année 1937 désigna M. Hans Oprecht comme nouveau président central et le siège du comité directeur fut transféré à Zurich ¹.

Lors du Congrès national extraordinaire ² des 29 et 30 septembre 1962, le successeur de M. Oprecht à la présidence du Parti, M. Walther Bringolf, soumit sa démission. M. Bringolf aura été à la tête du Parti pendant dix ans. C'est M. Fritz Grütter qui fut élu pour lui succéder. Les élections du nouveau comité directeur ont apporté un sensible rajeunissement dans les cadres directeurs du Parti. Les délégués ont désigné deux nouveaux secrétaires centraux, tous deux âgés de moins de quarante ans. Il s'agit de M. Jean Riesen, mécanicien pour autos, de La Chaux-de-Fonds, et M. Richard Müller, instituteur, de Scherz, en Argovie.

¹ Pour le compte rendu des débats de 1936, cf. HARDMEIER: *Geschichte der Sozialdemokratischen Ideen in der Schweiz (1920-1945)*, Winterthour 1957, pp. 86 ss.

² Le compte rendu des débats du Congrès sera publié par le Secrétariat central au courant de l'année 1963.

L'élection au comité directeur de M. Uli Gœtsch, âgé de trente-sept ans, est un autre signe de rajeunissement des cadres supérieurs. M. Gœtsch assume en outre la charge importante de secrétaire cantonal du parti zurichois.

Le nouveau comité directeur est donc composé comme suit: M. Fritz Grütter, Berne (ancien); M. Erwin Schneider, Berne (ancien); M. Kurt Schweizer, Berne (nouveau); M. Richard Müller, secrétaire central (nouveau); M. Jean Riesen, secrétaire central (nouveau); Mme Mascha Cettli, secrétaire centrale (ancien); M. Walther Bringolf, Schaffhouse (ancien); M. Pierre Graber, Lausanne (ancien); M. Hermann Leuenberger, Union syndicale (ancien), M. Uli Gœtsch, Zurich (nouveau); M. Albert Schmockler, Winterthour (ancien).

*

Sur le plan politique, le Parti a pris deux initiatives majeures pendant l'année 1962: il a décidé de lancer une initiative fédérale concernant une réforme du droit foncier et il a déposé auprès du Conseil fédéral — conjointement avec l'Union syndicale suisse — un memorandum visant à l'amélioration de l'assurance vieillesse et survivants.

Lors du Congrès de Lucerne les délégués discutèrent en des termes parfois vifs les mesures à prendre pour arrêter la hausse constante des prix des terrains, pour évincer la spéculation foncière et pour assurer un logement décent à tous les habitants du pays. L'éventail des propositions était largement ouvert. M. Fritz Baumann, délégué argovien, proposa un texte d'initiative qui visait à l'expropriation — aux valeurs imposables — des terrains dont l'acquisition par la Confédération, les cantons ou les communes seraient nécessaires pour « empêcher la crise du logement et établir des plans urbains qui puissent garantir la santé du peuple et l'équilibre de l'économie nationale »¹. La proposition Baumann fut combattue par de nombreux délégués: l'opposition à des mesures aussi radicales que l'expropriation de la propriété privée aux valeurs imposables semblait avant tout être motivée par un souci tactique. Nombre de délégués étaient d'avis que des mesures trop radicales n'avaient que peu de chances d'être acceptées par une majorité du peuple suisse.

C'est finalement la proposition du comité central qui fut adoptée par les délégués. Elle vise à la création d'un alinéa *sexies* de l'article 31 de la Constitution fédérale. Elle est conçue comme suit:

1. La Confédération prend, avec la collaboration des cantons, les mesures pour empêcher une hausse injustifiée du prix des immeubles; pour supprimer la pénurie de logements et pour promouvoir l'aménagement du territoire sur le plan national, régional et local, dans l'intérêt de la santé publique et de la vie économique du pays.
2. A cet effet, la Confédération et les cantons ont le droit d'exproprier, moyennant dédommagement, ainsi que d'exercer un droit de préemption lors des transferts entre particuliers.
3. La loi fixe les détails d'application; elle devra être promulguée dans les deux ans qui suivent l'adoption du présent article constitutionnel.

Le 1^{er} juillet 1961 est entrée en vigueur la cinquième révision de la loi fédérale sur l'assurance vieillesse et survivants. Elle a entraîné une augmentation des rentes

¹ FRITZ BAUMANN: *Zur Bodenrechtsinitiative der S.P.S.*, pamphlet imprimé, comportant les propositions soumises par l'auteur du Congrès de Lucerne ainsi qu'un long exposé des motifs.

de 28 % en moyenne. Pourtant la cinquième revision n'a, dans de larges couches de la population, ni apporté une satisfaction générale ni calmé les inquiétudes quant à la future évolution de l'A.V.S. Ainsi deux initiatives constitutionnelles furent lancées en vue d'une sixième revision de la loi. Le Parti socialiste suisse s'est prononcé en faveur de la sixième revision. Il a notamment formulé les propositions suivantes: il demande que soit augmentée la rente vieillesse simple; il demande que soit fait en sorte qu'un revenu annuel moyen de 10.000 francs soit assorti d'une rente de vieillesse simple de 3000 francs environ. Conscient du fait que les cotisations actuelles ne permettront pas de couvrir les dépenses qu'entraînera l'augmentation proposée des rentes, le Parti socialiste demande que la contribution des pouvoirs publics au fonds A.V.S. soit augmentée.

Ces propositions, le Parti socialiste les a consignées dans un mémorandum ¹ de dix pages; il les a ensuite déposées auprès du Conseil fédéral, demandant au gouvernement qu'il soumette au vote le plus rapidement possible la première des deux initiatives constitutionnelles et qu'il oppose à l'initiative un projet-loi gouvernemental s'inspirant des propositions contenues dans le mémorandum.

Ainsi le Parti socialiste renonce à faire appel aux citoyens. Il vise à atteindre son but par personnes interposées, l'intermédiaire étant le Conseil fédéral. Cette procédure est inhabituelle. Elle semble se justifier par la présence à la tête du Département de l'intérieur d'un conseiller fédéral socialiste.

*

Sur le plan de l'idéologie, le Parti socialiste a poursuivi tout au long de l'année 1962 sa recherche. Les débats du Congrès de Lucerne et les propositions soumises par les sections du Locle, de Herblingen et la section tessinoise de Zurich concernant la nouvelle définition du socialisme démocratique, prouvent que le Parti a encore beaucoup de peine à transformer en conscience les expériences vécues au jour le jour. De nombreux militants restent insatisfaits du pragmatisme mal défini appliqué par les instances directrices du Parti. L'exigence posée par Mme Jeanne Hersch a acquis une pressante actualité: « Quand il s'agit de réalité sociale, dans laquelle, bon gré mal gré, nous sommes tous embarqués, les plans, les lignes directrices, les motivations — donc les idéologies — sont indispensables, sous peine de retrouver une fois de plus, par angélisme, le chaos et le règne de la bête ². »

C'est pour répondre à ce besoin de clarification et de re-définition de l'idéologie socialiste que M. Mattias Eggenberger a publié son analyse de quelques-unes des sources de la pensée socialiste ³. Il s'agit d'une publication privée, commerciale et non pas d'un livre édité et signé par le secrétariat central. Toutefois, le rôle éminent que joue son auteur au sein du Parti et les responsabilités politiques qu'il détient — M. Eggenberger est président de la fraction sociale-démocrate à l'assemblée fédérale — donne à cette publication un caractère semi-officiel.

L'auteur affirme qu'aujourd'hui le marxisme a perdu son rôle de moteur premier du socialisme mondial. Pour M. Eggenberger, le marxisme, réaction nécessaire contre l'oppression des travailleurs dans la société industrielle du XIX^e siècle, s'est survécu à lui-même. Le marxisme est un phénomène lié essentiellement à la situation économico-sociale qui lui a donné naissance. Cette situation disparue, le marxisme a perdu sa raison d'être. Mais il serait erroné de confondre —

¹ Le mémorandum était signé conjointement par le Parti et l'Union syndicale.

² *Idéologie et Réalité*, Paris, 1956, p. 253.

³ *Vom Marxismus zum freiheitlichen Sozialismus, Stimmen zur ethisch-religiösen Begründung des Sozialismus*, Saint-Gall, 1962.

comme cela arrive encore trop souvent selon M. Eggenberger — les notions de marxisme et de socialisme. Le marxisme n'est qu'une expression particulière, qu'une forme déterminée, qu'une variation de la pensée socialiste. Le marxisme est mort, mais le socialisme a l'avenir devant lui. Etablir le constat de décès du marxisme est chose relativement aisée. Définir le socialisme non marxiste représente, par contre, une tâche difficile. M. Eggenberger essaie de la résoudre de la manière suivante: selon lui, le socialisme n'est rien d'autre que l'ambition d'un ordre social juste ¹. C'est une société juste, une cité temporelle où les droits et les devoirs, les biens et les charges sont distribués équitablement que recherchent les socialistes. Dès lors se pose la question de savoir quel sera le moteur qui animera ce mouvement. Réponse: le sentiment de justice qui repose dans chaque homme. Pour M. Eggenberger, ce sentiment de justice se nourrit d'une foi — consciente ou inconsciente — dans la destinée transcendente de l'homme.

*

La présente étude sur les tendances d'évolution et les activités politiques du Parti socialiste suisse pendant l'année 1962 n'est pas destinée à être un compte rendu, mais bien plutôt ce que la terminologie de la science politique américaine appelle un « position-paper ». L'analyse saisit le Parti dans un moment déterminé de son devenir, arrête son mouvement pour un instant et fait le point.

Vue sous l'angle des événements, notre étude reste donc forcément incomplète. Nombre d'initiatives, de prises de position et de décisions à l'échelle cantonale ou fédérale restent dans l'ombre ².

Un « position-paper » doit trouver les quelques faits significatifs qui marquent la vie d'un parti et déterminent son chemin pour l'avenir.

Les problèmes du Parti socialiste suisse peuvent être résumés en trois points:

1. Le Parti manque d'argent. Il vit essentiellement des cotisations de ses membres. Le montant de la cotisation est fixé par les partis cantonaux individuellement. La moyenne des cotisations se situe autour de Fr. 1,50 par mois. Les partis cantonaux versent au Parti socialiste suisse, par membre et par mois, 55 centimes.

Pour l'année 1963, le Parti disposera d'un budget d'environ 280.000 francs. Les dépenses seront importantes. Pour s'en rendre compte, il suffit de reprendre le bilan de l'année 1959, autre année d'élections fédérales. Les élections de 1959 ont coûté au Parti plus de 150.000 francs. La question financière pèse lourdement sur l'activité politique: le Parti a de la peine à soutenir la concurrence des partis bourgeois. Dans un pays où 13 % seulement des électeurs sont inscrits dans un parti, la masse des indécis constitue le facteur-clé de toute élection. Dès lors, la campagne pré-électorale revêt une importance déterminante pour le résultat du scrutin. Théodore White a tiré dans ce domaine des conclusions valables pour toute élection démocratique: le parti vainqueur sera le parti qui saura saisir dans des formules frappantes les angoisses et les aspirations profondes de l'électorat indécis ³. Toute campagne pré-électorale demande donc d'importants moyens de propagande. Vu ses finances déficitaires et l'augmentation des frais d'impression, le Parti socialiste suisse ne sera bientôt plus en mesure de se les procurer tous.

¹ Dans les termes propres de M. Eggenberger: « ... diese grosse Bewegung der Gemeinschaftsidee, der gerechten Ordnung aller irdischen Dinge..., *op. cit.*, p. 6.

² La tâche qui consiste à rapporter fidèlement les activités du Parti tout au long d'une année incombe au secrétariat central. Le secrétariat publie tous les deux ans un rapport détaillé. Le dernier rapport ayant paru au printemps 1961, le prochain doit sortir en avril 1963, couvrant la période allant du 1^{er} janvier 1961 au 1^{er} janvier 1963.

³ WHITE: *The Making of the President*, New York, 1961, pp. 92 ss.

2. Le deuxième problème semble être un problème presque endémique: il s'agit de l'insuffisance du tirage et de la diffusion des journaux socialistes.

Souvent excellents dans leurs parties rédactionnelles, les journaux socialistes souffrent de l'absence de lecteurs. Le problème n'est pas propre au parti suisse. *Le Populaire*, organe officiel de la S.F.I.O., ressemble à une feuille clandestine. Du fait de la déficience de sa presse, le Parti socialiste reste incapable d'exercer, à travers la presse, toute l'influence nécessaire sur l'opinion publique suisse,

3. Enfin, l'analyse de la statistique des membres prouve qu'en Suisse le Parti socialiste est en régression. La statistique de 1961, publiée par le secrétariat central, montre un chiffre total de 58.358 membres ¹. Le progrès réalisé par rapport à 1960 est de 946. L'analyse des statistiques des années 1960, 1959, 1958, montre une avance constante d'un ordre semblable. Toutefois il faut considérer la pression démographique de la Suisse qui est d'environ 5 %. Pour marcher de pair avec l'augmentation de la population, le Parti devrait enregistrer chaque année près de 3000 nouveaux membres. Le recrutement insuffisant ² est motivé par deux faits: d'une part le Parti socialiste subit dans certains cantons une forte concurrence de la part de certains autres partis. Ainsi, il n'y a pas de socialistes organisés au canton de Nidwalden; dans le canton d'Uri ils sont 196, dans le canton de Glaris 180, à Schwyz, 327, et dans l'Appenzell, 223. Aucune croissance ne semble possible dans ces cantons où l'Eglise catholique jouit d'une influence politique directe ou indirecte.

L'autre raison pour laquelle le recrutement est insuffisant réside dans la confusion doctrinaire qui afflige la plupart des mouvements socialistes d'Europe occidentale³. Le programme du Parti socialiste suisse, accepté par le Congrès de Winterthour des 27 et 28 juin 1959, est un document qui ne semble répondre ni aux besoins intellectuels de la jeunesse ni à l'ardeur des vieux militants. De l'avis d'un grand nombre de militants, ce programme rompt trop brusquement avec les traditions socialistes et désoriente ainsi les cadres expérimentés du Parti. D'un autre côté, il reste trop imprécis dans l'énoncé des buts. Ainsi une majorité de jeunes, qui se sentent spontanément attirés vers le mouvement ouvrier, croient leurs ambitions intimes incomprises.

JEAN ZIÉGLER.

DIE SCHWEIZERISCHE BGB-PARTEI — JAHR DER BESINNUNG

« Die Menschheit ist ins Weltraumzeitalter eingetreten, und der denkende Mensch hat immer deutlicher den Eindruck, sich auf einer abenteuerlichen Fahrt ins Unbekannte zu befinden, von der niemand voraussagen kann, wie sie zu Ende gehen wird. » Mit diesen Worten leitete Bundesrat F. T. Wahlen eine im Herbst 1962 von der Schweizerischen Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei herausgegebene Schrift ein, die sich mit den

¹ Le gros des effectifs se trouvent dans les cantons de Zurich et de Berne. Le parti bernois compte — chiffre 1961 — 18.135 membres, le parti zurichois 13.440 membres.

² Le parti genevois constitue un phénomène à part. Au cours des deux dernières années, il a presque doublé ses effectifs.

³ Cf. à ce propos les conclusions de DANIEL LIGOU: *Histoire du Socialisme en France, 1871-1961*, Paris, 1962, pp. 636 ss.

Grundzügen des mittelständischen Denkens

befasst. Die Arbeit, von Prof. Dr. Kurt Guggisberg, Bern, verfasst, darf als ein weit über den Parteirahmen hinausreichendes Vademecum für demokratische, schweizerische Gesinnung in einer unruhigen, vorwärtshastenden Zeit betrachtet werden: in einfachen, klar verständlichen Formulierungen nimmt der Autor Stellung zum Begriff des Mittelstandes, untersucht die Beziehungen zwischen dem Einzelmenschen und der modernen Gemeinschaft, umreist die Bedeutung der selbständigen Existenzen in einer freien Demokratie und befasst sich mit dem Wert der Arbeit.

Überarbeitung des Parteiprogramms

In den Rahmen dieser stark beachteten Publikation seien die Anstrengungen der Partei zu einer gründlichen Überarbeitung des Parteiprogramms gestellt. In den letzten Jahren sind bekanntlich die meisten Programme der schweizerischen Parteien einer mehr oder weniger tiefgreifenden Änderung unterzogen worden. Die Entwicklung brachte es mit sich, dass neue Gedanken und Institutionen auftauchten und dass sich auch die grossen parteipolitischen Gegensätze unter dem Druck der internationalen Lage, unter dem Aspekt der wirtschaftlichen Blüte verflachten und in konkrete Einzelprobleme auflösten.

Das Programm der Schweizerischen Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei wurde am 30. Januar 1937 von der Delegiertenversammlung genehmigt und am 29. April des gleichen Jahres in Kraft gesetzt. Erst *es* fasste die am Ausgang des ersten Weltkrieges in vielen Kantonen entstandenen politischen Organisationen zu einer gesamtschweizerischen Partei zusammen. Verfasser und geistiger Vater war der damalige Chefredaktor der *Neuen Berner Zeitung* und spätere Bundesrat Dr. Markus Feldmann. In der Zielsetzung und im mittelständischen Gehalt hat das Programm bis heute eine erstaunliche Aktualität bewahrt, in einzelnen Belangen war es dagegen nicht zu vermeiden, dass sich verschiedene Formulierungen und Gedanken in den letzten 25 Jahren durch die Entwicklung in internationaler Politik, Technik und Kultur (Radio und Fernsehen, Film), Wirtschaft und Sozialwesen überholten. Es war der Zweck, diese Einzelheiten im Programm mit den Gegebenheiten des modernen, aufgeschlossenen Staatswesens in Einklang zu bringen und die mittelständische Zielsetzung der Partei auf die künftige Entwicklung auszurichten. So ist beispielsweise im Hinblick auf die Integrationsgespräche interessant, dass die Partei die *Neutralitätspolitik* noch schärfer akzentuiert. Während im alten Programm die Hauptaufgabe der Aussenpolitik u.a. « in der Wahrung der schweizerischen Neutralität » erblickt wurde, heisst es nun in Artikel 2 : « Sie (die Partei) befürwortet die bedingungslose Aufrechterhaltung der Neutralität ».

Neu wurde auch der *staatsbürgerliche* Artikel formuliert, laut welchem « die vermehrte Mitarbeit der Frauen im öffentlichen Geschehen, namentlich in Angelegenheiten der Kirche, der Schule und der sozialen Fürsorge » begrüsst wird. In diesem Zusammenhang unterstützt die Partei « alle geeigneten Massnahmen, um die Jungen an den politischen Fragen zu interessieren ».

Eine vollständig neue Überarbeitung erfuhren die Zielsetzungen in der *Finanzpolitik* und im Bankwesen, sowie insbesondere die *wirtschaftlichen Bestimmungen*. Bei der Landwirtschaft wird eine Verbesserung der Existenzgrundlagen gefordert. Gestützt auf die Erfahrungen des letzten Jahrzehntes setzt sich die Partei ein

« für eine Gesetzgebung, welche den bäuerlichen Grundbesitz vor Zweckentfremdung schützt und den Boden der Spekulation entzieht ».

Einen wesentlichen Ausbau erfahren die Prinzipien in der *Sozialpolitik*, in der die Partei betont das Gewicht auf freiheitliche und föderalistische Lösungen legt. « Durch wirtschafts- und sozialpolitische und andere Massnahmen sollen die Existenzverhältnisse derer gesichert werden, die trotz bestem Willen ihren Unterhalt nicht aus eigener Kraft zu bestreiten vermögen », heisst es im neuen Artikel 18, der mit den beiden Sätzen schliesst: « In der Sozialgesetzgebung sollen die kantonalen, regionalen und individuellen Gesichtspunkte besonders berücksichtigt werden. Die Partei setzt sich für die Unterstützung und Stärkung privater Institutionen auf dem Gebiete des Sozialwesens ein. » Damit wird eindeutig klargelegt, dass sich die Partei einer umfassenden Verstaatlichung und Zentralisierung des Sozialwesens widersetzt und auch auf diesem Gebiet das Individuum und den Gedanken der Selbsthilfe in den Vordergrund stellt.

Aus dem Landvolk hervorgegangen — es sei bloss der Name von Bundesrat Rudolf Minger als einem der Gründer erwähnt —, ist die BGB-Partei auch heute besonders stark auf dem Lande verankert. Das gelangt auch im überarbeiteten Artikel über kulturelle Fragen zum Ausdruck, demzufolge die Partei eintritt « für die Förderung des einheimischen, aus dem gesunden Volksempfinden erwachsenden Schaffens in Kunst, Literatur, Film, Radio und Fernsehen ».

Eidgenössische Abstimmungsvorlagen

Grundsätzliche Gedanken und Zielsetzungen entbehren mit Recht des Gewichts in der Öffentlichkeit, wenn sie nicht von entsprechenden Tatsachen und Handlungen untermauert sind. Zur Illustration dieser Feststellung seien einige besonders erwähnenswerte Beispiele aus der Tätigkeit im vergangenen Jahre herausgegriffen.

Um beim Stichwort « Verankerung auf dem Lande » anzuknüpfen: Bei der parlamentarischen Beratung der eidgenössischen Abstimmungsvorlage vom 4. November 1962 über die Fixierung der *Zahl der Nationalräte* auf 200 hatte die BGB-Fraktion die Meinung vertreten, es sei als Wahlgrundlage nicht die Einwohnerzahl, sondern die Zahl der Schweizer Bürger zu berücksichtigen. Damit wäre das Gewicht der Landkantone etwas erhöht worden. Die Fraktion drang dann allerdings nicht durch, und die Partei musste angesichts der Tatsache, dass ihre Forderung zu viel Widerstand auslöste, darauf verzichten. In der Meinung, das eine weitere Opposition letzten Endes jegliche tragbare Lösung verunmöglichen würde, gab sie in der Folge trotz Bedenken die Ja-Parole heraus.

« Für die genügende Ausrüstung und Ausbildung eines schlagkräftigen Volksheeres » — so lautet ein Passus im Parteiprogramm. Unter diesem Gesichtspunkt beteiligte sich die BGB-Partei aktiv durch Veranstaltungen und Publikationen an der Bekämpfung der vom Schweizervolk am 1. April verworfenen *Atomverbots-Initiative*, die, wie der damalige Aufruf der Partei festhielt, « unseren Behörden die Hände binden » würde.

Bei der parlamentarischen Beratung der Atom-Initiative II, welche von der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz lanciert wurde und die für die allfällige Beschaffung von Nuklearwaffen ein obligatorisches Referendum verlangte, gab die BGB-Fraktion einstimmig die Verwerfungsparole heraus und lehnte auch einen Gegenvorschlag mit fakultativem Referendum ab.

Vorschläge zur Lösung des Bodenproblems

Zu den dornenvollsten politischen Traktanden gehört die Bodenfrage, die ja durch eine im Herbst 1962 lancierte Verfassungsinitiative der Sozialdemokratischen Partei erneut dem Volke vorgelegt werden soll. Die BGB-Partei lehnt als bürgerliche Partei eine Verstaatlichung des Grundbesitzes ab, wie sie durch das Vorkaufsrecht der Gemeinden eingeleitet werden soll. Hingegen hat ein aus Juristen und Praktikern zusammengesetzter Spezialausschuss der Partei nach gründlichen Verhandlungen Lösungsmöglichkeiten auf freiheitlicher Basis erarbeitet. Der erste Teil, das bäuerliche Bodenrecht betreffend, ist im Sommer in Form einer Schrift erschienen, die im Buchhandel erhältlich ist. Sie sieht, gestützt auf Vorschläge der « Schweizerischen Vereinigung für Landesplanung », die Schaffung von Bau-, Übergangs- und Landwirtschaftszonen vor und verlangt beim Erwerb landwirtschaftlichen Bodens ein Vorrecht der Selbstbewirtschafter (nach geltendem Recht besitzen die nächsten Verwandten des Veräusserers ein Vorkaufsrecht, und zwar ohne Verpflichtung zur Selbstbewirtschaftung). In diesem Zusammenhang liegen auch Vorschläge zur Schaffung von Vorrechten im Liegenschaftshandel zwecks Förderung betrieblicher Strukturverbesserungen vor. Bei der Beratung des in Revision begriffenen Bundesgesetzes über die Erhaltung des bäuerlichen Grundbesitzes werden die konkreten Anregungen zweifellos wertvolle Dienste leisten.

Die AHV als Basisversicherung

Dass die BGB-Partei in allen Fällen, wo dies möglich erscheint, einer privatwirtschaftlichen und freiheitlichen Lösung den Vorzug gibt, geht auch aus der Behandlung der wieder anhängig gemachten Frage einer 6. Revision der AHV hervor. Bereits bei der 5. Revision im Jahre 1961 sprachen sich ihre Parlamentarier für höhere Minimalrenten aus. Im Sommer 1962 liess sich die Sozialpolitische Kommission dahingehend verlauten, dass sie an dieser Forderung festhalte. Sie erachtete auch eine Verstärkung der ergänzenden Alters- und Hinterlassenenfürsorge prüfenswert. Über dieser Basis hingegen, die vom Staat geschaffen und betreut ist, begrüsst sie « die erfreuliche Entwicklung der zusätzlichen Versicherungen der privaten Wirtschaft, durch welche ein gesunder Sparsinn erhalten und gefördert wird ».

Parteiinternes

Vor nicht leichte Wahlentscheide sah sich die Fraktion der Bundesversammlung in der Wintersession gestellt. Turnusgemäss stand ihr das Recht zu einem Vorschlag für die Vizepräsidentschaft des Nationalrates zu, wobei in der engeren Wahl der Fraktionspräsident, der Thurgauer Nationalrat Otto Hess, sowie der Zürcher Nationalrat Dr. Hans Conzett standen. Die Fraktion entschied sich mehrheitlich für Nationalrat Hess, der von der Bundesversammlung denn auch gewählt wurde. Mit ihm gelangt erstmals wieder seit 1935/36 (Nationalrat Reichling) ein aktiver Bauer zu höchsten eidgenössischen Ehren.

Zufolge Erreichens der Altersgrenze trat auf Jahresende 1962 neben drei weiteren Bundesrichtern auch der der BGB-Partei nahestehende Bundesrichter Dr. Dannegger von seinem Amt zurück. In der Fraktion standen drei Kandidaten zur Diskussion, nämlich Bundesgerichtsschreiber Dr. Paul Lemp, Lausanne, der Aargauer Obergerichter Dr. Jöhr — beide Anwärter waren bereits bei früheren Vakanzen genannt worden — sowie der Berner Obergerichter Dr. Gautschi. Die Fraktion erkor in geheimem Wahlverfahren Dr. Lemp, dessen Kandidatur von

der Bundesversammlung zum Beschluss erhoben wurde. Der Entscheid der Fraktion löste im Kanton Aargau einige Verstimmung aus, die am deutlichsten im dortigen Parteiorgan, der von Nationalrat Strahm redigierten *Aargauer Bauern- und Bürger-Zeitung* ihren Ausdruck fand.

An einer Kadertagung am 6./7. November, an welcher Exponenten der Partei, Parlamentarier und Behördemitglieder sowie Persönlichkeiten aus dem Wirtschaftsleben teilnahmen, suchte die Schweizerische Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei die in den revidierten Statuten niedergelegten Maximen für die Praxis der politischen Auseinandersetzungen zu konkretisieren. Unter dem Vorsitz von Parteipräsident W. Siegenthaler, Bern, wurden folgende Themen behandelt und einlässlich diskutiert: BGB-Partei und Öffentlichkeit — Die Landwirtschaft im Urteil anderer Volkskreise — Aktuelle politische Probleme unserer Landesverteidigung — Entwicklungstendenzen in der schweizerischen Sozialpolitik — Existenzfragen der Klein- und Bergbauernbetriebe — Aktuelle Probleme der Bodenpolitik — Besondere Fragen der schweizerischen Aussenpolitik. Eine grosse Zahl von Parteimitgliedern aus allen Sektionen folgte den Referaten und Aussprachen, deren Ergebnisse für den internen Gebrauch verarbeitet wurden.

Über den parteiinternen Rahmen hinaus, doch eng damit verbunden, reicht die Trauerbotschaft, die das Schweizervolk am 10. Februar 1962 vom Hinschied von alt Bundesrat Eduard von Steiger unterrichtete. Der Verstorbene gehörte als Vertreter der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei von 1940 bis 1951 der Landesregierung an, wo er das Justiz- und Polizeidepartement leitete. Sein Leben und Wirken wird im Schweizervolk wie in der Partei unvergessen bleiben.

W. MARTIGNONI.

DER LANDESRING

I. Allgemeines

Für den Landesring der Unabhängigen brachte das Jahr 1962 als wesentlichstes Ereignis den Tod seines Gründers Gottlieb Duttweiler. Die unter ganz aussergewöhnlicher Anteilnahme der Öffentlichkeit abgehaltene Abdankung in Zürich zeigte, welche grosse Sympathie die kämpferische Persönlichkeit Gottlieb Duttweiler in weiten Kreisen genoss. Mit Gottlieb Duttweiler ist einer der umstrittensten aber auch markantesten Köpfe aus dem eidgenössischen Parlament ausgeschieden. Seine Leistungen auf wirtschaftlichem, politischem und kulturellem Gebiet können wohl erst in einem späteren Zeitpunkt in ihrer ganzen Bedeutung für die Schweiz ermessen werden. Da Gottlieb Duttweiler nicht nur als Gründermittglied, sondern auch späterhin während zweieinhalb Jahrzehnten als treibende und ungewöhnlich dynamische Kraft die Geschicke dieser politischen Gruppe dauernd stark beeinflusst hatte, mass man diesem Ereignis in- und ausserhalb des Landesrings grosse Bedeutung bei. Allenthalben erwartete, erhoffte bzw. befürchtete man ein Auseinanderbrechen dieser doch noch jungen politischen Bewegung.

Es zeigten sich jedoch keinerlei Krisenerscheinungen. Der « Landesvorstand », die schweizerische Dachorganisation des Landesrings, beflissigte sich einer offensichtlichen Zurückhaltung in der Nachfolgefrage. Damit wurde auch die Gefahr eines Kampfes um die Nachfolge von vornherein reduziert. Für die

Öffentlichkeit war im weitem vor allem das Verhalten des Zürcher Landesrings, als der Hochburg der ganzen Bewegung, massgebend: Der nur wenige Tage nach dem Tode Duttweilers in Wetzikon abgehaltene ordentliche Standestag des Zürcher Landesrings wurde bei sehr starkem Besuch mit betonter Geschlossenheit durchgeführt; wie bei der stadtzürcherischen Organisation erfolgten auch auf kantonaler Ebene keinerlei personelle Veränderungen von Belang. Damit wurde nach aussen sichtbar die Kontinuität der politischen Zielsetzung zum Ausdruck gebracht.

II. Personelle Veränderungen

Auf eidgenössischem Boden hingegen kam es zu einigen personellen Umbesetzungen. Der ordentliche Landestag in Baden verzichtete mit Rücksicht auf den Tod Gottlieb Duttweilers auf die ursprünglich vorgesehenen Festlichkeiten zum 25jährigen Bestehen des Landesrings; im Mittelpunkt der Tagung stand eine Würdigung Duttweilers durch Nationalrat Dr. A. Grendelmeier. Infolge des schon seit langem angekündigten Rücktrittes von Dr. Hans Meisser (Zürich) als Landesobmann musste dieses Amt neu besetzt werden. Als neuer Landesobmann wurde — nachdem lange Zeit der Zürcher Kantonsratspräsident Albin Heimann im Vordergrund zu stehen schien — kampflos und unbestritten Nationalrat Rudolf Suter (Basel) gewählt. Nationalrat R. Suter übernahm kurz darauf auch das Amt eines Präsidenten der Delegation des Migros-Genossenschaftsbundes. Diese Funktion trat R. Suter als Nachfolger G. Duttweilers an. Diese personelle Veränderung wurde allgemein dahingehend interpretiert, dass die im Laufe der letzten Jahre gelegentlich etwas locker gewordene Beziehung zwischen Migros und Landesring in Zukunft eher wieder enger gestaltet würde. Immerhin ist noch zu vermerken, dass als neuer Vize-Landesobmann der Zürcher Stadtrat Dr. S. Widmer bezeichnet wurde, der keinerlei Funktionen innerhalb der Migros-Genossenschaften ausübt.

Eine weitere personelle Veränderung ergab sich schliesslich in der Leitung der Frauengruppe des Landesrings; hier übernahm Frau Dr. E. Hohl, Baden, das Präsidium.

III. Verschiedene interne Probleme

Der *Mitgliederwerbung* wandte der Landesring 1962 nur geringes Interesse zu. Es liegt in der Natur des Landesrings, als einer Bewegung, die sich vor allem an die politisch nicht Organisierten wendet, dass die Zahl der Mitglieder von Anfang an verhältnismässig klein war. Dabei ist es bis heute geblieben. Die Mitgliederzahl erwies sich im Berichtsjahr als konstant.

Das *Verhältnis zur Presse* verdient kurze Erwähnung. Die dem Landesring nahestehende Tageszeitung *Tat* lehnte die vom Landesring bei den Zürcher Stadtratswahlen (Exekutive) mit den bürgerlichen Parteien abgeschlossene gemeinsame Liste ab; dies führte zu einigen internen Auseinandersetzungen. Dazu kamen personelle Schwierigkeiten innerhalb der Redaktion dieser Zeitung. Es scheint jedoch, dass diese Meinungsverschiedenheiten im Laufe des Sommers beseitigt werden konnten.

IV. Landesringhandbuch

Im Berichtsjahr erschien das neue Handbuch des Landesrings. Es gibt einen recht guten Überblick über die 25jährige Geschichte des Landesrings. Ausserdem findet der am schweizerischen politischen Leben Interessierte in diesem kleinen

Buch viele Hinweise auf die verschiedenen Tätigkeitsgebiete der Landesring-Politik, insbesondere der Nationalratsfraktion im Verlauf der letzten zwei Jahrzehnte.

V. Vorstösse im eidgenössischen Parlament

Als Beispiele für die politische Aktivität und die allgemeinen Intentionen des Landesrings auf dem Gebiet der eidgenössischen Politik mögen folgende Hinweise auf Motionen, Postulate und Interpellationen dienen, die im Laufe des Jahres 1962 im Nationalrat behandelt bzw. eingereicht wurden:

Motionen und Postulate

M = Motionen / P = Postulate

G. DUTTWEILER:

Arbeitsdienst zugunsten der Entwicklungsländer (P).
Verbesserung des Loses der Bergbauern (M).
Priorität für landwirtschaftliche Exporte (P).
Gleichbehandlung der Steuerpflichtigen (P.).

Dr. A. GRENDDELMEIER:

Bekämpfung der Autounfälle (P).
Vereinheitlichung des Prozessrechtes (P).
Konzession für die Gondelbahn über den Zürichsee (P).
Fernsehtwerbessendungen (P).

Dr. E. JAECKLE:

Referendum bei Staatsverträgen (P).
Schaffung einer wehrwissenschaftlichen Abteilung (M).
Einsatz von Kurz- oder Senkrechstartern (P).

Dr. W. KÖNIG:

Versorgung der Bevölkerung mit Milch (P.).

Dr. H. MUNZ:

Erhöhung der Mitgliederzahl des Bundesrates (P).

W. VONTOBEL:

Revision des Landwirtschaftsgesetzes (M).
Gezielte Entwicklungshilfe (P).

Interpellation

J. BÄCHTOLD: Bekämpfung der Inflation.

VI. Tätigkeit in den Kantonen

Als Beispiel sei herausgegriffen:

Anfangs Dezember fand auf der Kyburg im Kanton Zürich eine von etwas mehr als hundert Teilnehmern besuchte Arbeitstagung des Zürcher Landesrings statt, welche ein neues politisches Programm zu bearbeiten hatte. Als Diskussionsgrundlage diente ein Entwurf, der durch den Standesvorstand (kantonaler Parteivorstand) und durch verschiedene Subkommissionen erarbeitet worden war.

Dieses schliesslich einhellig gutgeheissene Programm baut auf den bisherigen Grundsätzen und Statuten des Landesrings auf und versucht, die besonderen Erfordernisse der Zeit und des Kantons Zürich zu berücksichtigen. Das Programm fordert eine stärkere Anteilnahme der Schweiz an den europäischen Einigungsbestrebungen, ferner eine aktivere Konjunkturpolitik durch expansive anstelle

von restriktiven Wirtschaftsmassnahmen sowie ein bewussteres Vertrauen auf die Grundsätze der freien Wirtschaft. Ausführliche Kapitel sind dem Problem des Gesundheitswesens und dem Verkehr gewidmet. Konkrete Vorschläge befassen sich mit Erziehungsfragen: So wird zum Beispiel die Erleichterung des Zugangs zu den Hochschulen durch den Ausbau unserer Mittelschulen, namentlich für Spätberufene gefordert. Sorgfältig untersucht wurden die Probleme des Bodenrechts; der übermässigen Landpreissteigerung ist durch Erschliessung von günstigem Bauland im Rahmen der Regionalplanung, durch das Vorkaufsrecht der Gemeinden und durch eine Baulandsteuer entgegenzutreten. Diese für schweizerische Verhältnisse recht weitgehenden Vorschläge zur Bekämpfung der Bodenpreissteigerung bilden eine Ergänzung zu den bisherigen Anstrengungen des Landesrings für eine allgemeine Tiefhaltung der Preise. In diesem Zusammenhang verdienen die neuen Vorstösse der Migros zur Ausweitung des Milchverkaufs und zur Senkung des Milchpreises für den Konsumenten Beachtung.

VII. Schlussbemerkungen

Gesamthaft betrachtet, stellte das Jahr 1962 für den Landesring ein Jahr der Stagnation und der Schwierigkeit dar. In erster Linie ist dabei an das Ausscheiden von G. Duttweiler aus dem politischen Leben zu erinnern. Immerhin darf nicht übersehen werden, dass die gesamte politische Organisation diese Rückschläge ohne nennenswerte Erschütterungen überstanden hat und dass verschiedene Anzeichen für eine Regeneration und innere Festigung feststellbar sind.

S. WIDMER, Zürich.

L'UNION LIBÉRALE-DÉMOCRATIQUE SUISSE

L'Union libérale-démocratique suisse est de création récente: elle n'a été fondée en effet que le 21 janvier 1961 et elle succédait alors au Parti libéral suisse. Alors que celui-ci n'était que l'émanation des quatre partis libéraux cantonaux de Bâle-Ville, Neuchâtel, Vaud et Genève, l'Union s'efforce de regrouper également les libéraux n'habitant pas ces quatre cantons. Elle se rend compte qu'elle doit porter surtout son effort en Suisse allemande, pour rétablir en son sein la structure ethnique du pays.

Parti d'idées avant d'être un parti de masse, groupant surtout des citoyens de condition indépendante, n'étant les mandataires d'aucun groupement économique ou syndical, l'Union libérale-démocratique ne se distingue que dans la mesure où ses dirigeants et ses parlementaires sont des hommes de premier plan.

Son organisation, sur le plan fédéral, est extrêmement légère. Un secrétariat assumé à mi-temps par le correspondant fédéral de la *Gazette de Lausanne* est l'unique organe permanent.

Les statuts prévoient, à part cela, quatre institutions:

1. L'assemblée générale, pouvoir suprême de l'Union, règle les affaires administratives.
2. Elle se constitue en congrès, pour délibérer des questions de politique générale.

Ces deux organismes se composent des délégués des partis et des groupes ¹ à raison de dix délégués par parti et de un à trois délégués par groupe; des autres membres de ces partis et groupes; des membres individuels.

L'assemblée générale et le congrès prennent leurs décisions à la double majorité des délégués et des membres présents.

3. Le comité central, qui se compose :

- a) du président, de deux vice-présidents, de dix membres et de dix suppléants élus par l'assemblée générale pour quatre ans; leur mandat n'est pas renouvelable;
- b) des membres du Groupe libéral des chambres fédérales (actuellement cinq conseillers nationaux et trois conseillers aux Etats);
- c) des conseillers d'Etat libéraux;
- d) d'un représentant de chaque journal libéral-démocratique (*Journal de Genève*; *Gazette de Lausanne*; *Basler Nachrichten* et *La Suisse libérale*).

4. Le bureau central, qui se compose du président, des deux vice-présidents et de deux membres désignés par le comité central.

Sur le plan fédéral, il n'y a ni organisation de femmes ni groupement de jeunes libéraux. On note, dans ces deux domaines, des différences profondes de conception entre les quatre partis cantonaux: dans le canton de Vaud par exemple, le groupe des femmes libérales lausannoises a fêté ses vingt-cinq ans d'existence, alors que les Bâloises ne désirent pas former un groupe entre elles; elles adhèrent directement au Parti. Des différences aussi totales se retrouvent pour les jeunes.

L'Union libérale-démocratique n'a aucune organisation annexe, tant sur le plan politique que dans le secteur économique ou syndical.

De tout ce qui a déjà été dit, il ressort avec évidence que l'essentiel du travail se fait à l'échelon cantonal. Les partis cantonaux sont d'ailleurs plus solidement structurés que l'Union, qui ne joue pour le moment qu'un rôle de coordination. L'organe de liaison entre l'Union, les partis et les membres est le *Bulletin d'information*, publié trimestriellement par le secrétariat suisse. Ce bulletin donne un compte rendu détaillé de tout ce qui se fait au sein de l'Union, tant sur le plan fédéral que cantonal, sur le plan législatif, électoral ou partisan. C'est la source de renseignements la plus complète pour suivre le travail de l'Union. Ce bulletin est aussi utilisé comme écrit de propagande, assez largement diffusé.

Un autre moyen de créer des contacts entre libéraux de divers cantons est de les faire travailler et étudier en commun des problèmes politiques: cette manière de faire est dans le style du Parti: désirant former ses membres, il pense que le meilleur moyen d'y parvenir est de leur faire approfondir les problèmes d'actualité. De semblables commissions, travaillant au sein des partis cantonaux, ont publié les résultats de leurs études ¹.

Sur le plan fédéral, la commission politique s'est occupée en 1962 du problème de la fraude fiscale, des bourses d'études, alors qu'une commission sociale, une

¹ Dans les cantons où le parti libéral n'est pas encore organisé, les membres individuels peuvent, avec l'approbation du comité central, se constituer en groupe, à condition d'être au moins au nombre de trente. Il n'existe actuellement qu'un groupe à Berne.

² Voir liste dans *Bulletin d'information* N° 6, été 1962, pp. 27-28.

commission de l'intégration européenne et une commission étudiant les problèmes du développement des institutions privées et professionnelles d'assurance retraite et du libre passage entre elles, étaient mises sur pied.

Le nombre des membres de l'Union n'est pas publié ni révélé. Il n'est cependant pas risqué d'affirmer qu'à côté des membres des quatre partis cantonaux — dont le nombre représente seulement une petite partie du corps électoral votant libéral — il n'y a jusqu'à maintenant que quelques dizaines, peut-être centaines de membres individuels.

L'assemblée générale du 10 mars 1962 a apporté une première modification aux statuts, en tenant compte des expériences faites durant cette première année d'existence. Les compétences du comité central ont été élargies, permettant à celui-ci de faire connaître le point de vue libéral, sans avoir consulté le congrès, et après avoir pris l'avis des partis cantonaux, par lettre ou par téléphone.

Il est évident qu'il ne saurait exister l'unanimité au sein d'un parti qui croit autant que le Parti libéral aux vertus de la discussion. Si les buts stratégiques satisfont chacun, il existe souvent des divergences sur des points de tactique. Mais ces divergences n'affectent en rien l'unité du Parti, qui se soumet actuellement à un effort important de renouvellement doctrinal; il n'y a pas formation d'ailes, car les divergences de vues n'opposent pas les mêmes groupements.

La presse libérale joue un rôle de premier plan dans la propagation des idées du Parti: les trois quotidiens libéraux de Genève, Lausanne et Bâle jouent un rôle dominant dans la presse politique suisse; ils sont lus par un cercle de lecteurs infiniment plus large que les partis. Ils jouissent par conséquent d'une indépendance entière, n'étant reliés aux partis que par des attaches personnelles. Par contre, la *Suisse libérale* à Neuchâtel, la *Voix libérale* à Genève et *Forum* dans le canton de Vaud sont rédigés par les secrétaires généraux des partis de ces cantons.

L'Union libérale est affiliée, comme le Parti radical suisse, à l'Union libérale mondiale. Quelques membres assistent, envoyés par le comité suisse, aux congrès internationaux. Quelques étudiants participent aux cours du Collège de la liberté. Par des conférences et des articles, ils tiennent au courant les partis de leurs impressions.

*

L'Union libérale-démocratique a exercé en 1962 son influence sur trois plans principaux: lors des congrès tout d'abord, tenus à Berne, qui lui permettent de donner la parole à des personnalités de premier plan sur des sujets fondamentaux de la politique suisse. Je cite pour mémoire les sujets traités en 1962: au printemps, l'initiative antiatomique, la protection de la nature, l'intégration européenne et les structures helvétiques, traité par M. l'ambassadeur P. Micheli. En automne, le même thème, les institutions suisses face à l'intégration européenne, a été repris et traité successivement par MM. P. Dürrenmatt, V. Gautier et F. Hummler.

L'Union agit ensuite sur l'économie privée, appliquant la pensée suivante, exprimée par le secrétaire général¹: « Les principes libéraux interdisent le plus souvent à nos représentants aux chambres, ... de réclamer des interventions accrues ou multipliées de l'Etat. Or, trop souvent, l'activité des partis politiques se mesure au nombre de ces demandes d'intervention sur le plan parlementaire...

¹ *Bulletin d'information* N° 4, janvier 1962, p. 9.

Face aux dangers que représente sur le plan politique notre négativisme constant, de principe, à l'égard des mesures étatiques, nous devons assumer la responsabilité d'interventions positives auprès de l'économie privée. »

Ainsi, le problème qui a, en particulier, été posé aux milieux privés a été celui du libre passage entre caisses d'assurance-retraite privées.

L'action libérale est enfin marquée aux Chambres fédérales. Les libéraux constituent un groupe dont l'importance numérique est modeste, nous l'avons déjà vu. Mais son influence n'est pas en rapport avec le nombre de sièges qu'il occupe. Les députés libéraux sont d'abord, par la force des choses, obligés de se multiplier, étant peu nombreux à se partager les places réservées à leur groupe au sein des commissions.

La qualité et l'indépendance des élus, ensuite, donnent du poids. Cette qualité leur permet en premier lieu, bien que minoritaires dans les cantons, de se faire élire. Ils jouissent à Berne ensuite de l'autorité de celui qui peut s'exprimer plus librement qu'un élu, qui doit son succès à une force politique ou économique, dont l'appui a été déterminant.

Ainsi, M. le conseiller aux Etats Fauquex doit à ses seules qualités personnelles son élection à la présidence de cette chambre.

Les députés libéraux arrivent enfin à faire partager leurs idées par des représentants d'autres groupes — de nombreux radicaux, des conservateurs fédéralistes, des indépendants sur le plan économique, des agrariens, dont les éléments citadins ont des origines nettement libérales — avec qui des alliances de vote interviennent souvent.

En matière d'élections au Conseil fédéral, les libéraux ne sauraient nourrir d'ambitions personnelles, mais leur action n'y est cependant pas négligeable. Il suffit de rappeler à ce propos la première candidature du radical Schaffner, présenté par les libéraux et qui recueillit un tel succès que ce nom s'imposa lors d'une nouvelle vacance.

En dehors des secteurs mentionnés, et des régulières recommandations délivrées au corps électoral à chaque votation, l'Union libérale-démocratique ne s'est pas manifestée en 1962 d'une autre façon. Elle n'en éprouvait pas le besoin, étant soucieuse de respecter le champ d'activité des partis cantonaux et appliquée à renforcer son organisation intérieure.

P. A. KUNZ.